

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 17 décembre 2014

Objet n° 8 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Échevins; M. Frederic Nimal, Echevin f.f.; MM. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme Adelheid Byttebier, Échevins; M. Georges Verzin, Mme Cécile Jodogne, M. Emin Ozkara, Mme Isabelle Durant, M. Ibrahim Dönmez, Mmes Derya Alic, Mahinur Ozdemir, Filiz Güles, M. Abobakre Bouhjar, Mme Angelina Chan, MM. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mmes Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, MM. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mmes Lorraine de Fierlant, Joëlle van Zuylen, M. Quentin van den Hove, Mmes Berrin Saglam, Asma Mettioui, M. Thomas Eraly, Mme Bernadette Vriamont, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: M. Jean-Pierre Van Gorp, Mme Laurette Onkelinx, MM. Halis Kökten, Yvan de Beaufort, Mmes Catherine Moureaux, Debora Lorenzino, M. Abdallah Kanfaoui, Mme Barbara Trachte, M. Bram Gilles, Conseillers communaux.

#Objet : Règlement taxe sur les établissements qui mettent des appareils de télécommunication à la disposition du public contre paiement - Exercices 2015 à 2019 - Nouveau règlement #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 26 voix contre 10 et 2 abstention(s).

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118, alinéa 1 ;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière des taxes communales ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Revu sa délibération du 25 septembre 2013 votant le règlement-taxe sur les établissements qui mettent des appareils de télécommunication à la disposition du public contre paiement pour un terme de cinq ans, expirant le 31 décembre 2018;

Vu la situation financière de la commune ;

Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 9 décembre 2014 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

ARRETE :

Article 1

Il est établi pour les exercices 2015 à 2019 une taxe d'ouverture ainsi qu'une taxe annuelle sur les établissements situés sur le territoire de la commune de Schaerbeek qui mettent des appareils de télécommunication, à la disposition du public, contre paiement.

Article 2

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par appareil de télécommunication, tout appareil permettant la transmission, l'émission ou la réception de signes, signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de données de toute nature, par fil, radioélectricité, signalisation optique ou autre système électromagnétique. (c'est-à-dire : Téléphone, fax, modem, vidéoconférence, etc)

Article 3

La taxe d'ouverture et la taxe annuelle sont dues solidairement et de façon indivisible par l'exploitant et le propriétaire du fonds de commerce.

Article 4

La taxe d'ouverture est fixée au 1^{er} janvier 2015 à 7.500€ (taux 1). Ce taux sera majoré au 1er janvier de l'année suivante de 2,5% et arrondi à l'euro près conformément au tableau ci-dessous :

	Exercice 2016	Exercice 2017	Exercice 2018	Exercice 2019
<u>Taux 1</u>	7.688€	7.880€	8.077€	8.279€

La taxe est perçue au comptant contre la remise d'une preuve de paiement, à chaque ouverture d'une nouvelle activité commerciale d'un établissement mettant des appareils de télécommunication à la disposition du public contre paiement. Chaque modification d'exploitant est équivalente à une nouvelle activité commerciale. Le contribuable a l'obligation de la déclarer et de réclamer une formule de déclaration. Il est tenu de la renvoyer, dûment complétée et signée, dans les dix jours après l'ouverture de la nouvelle activité commerciale.

La taxe d'ouverture est une taxe unique, due pour l'année entière à partir du 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition, quelle que soit la date de début de l'exploitation, de la cessation de l'activité économique ou de la modification de l'exploitant pendant l'exercice d'imposition. Il n'est accordé aucune remise ou restitution pour quelque cause que ce soit.

Article 5

La taxe annuelle est fixée au 1^{er} janvier 2015 à 2.255€ par établissement (taux 2). Elle débute l'année qui suit celle du débit de la taxe d'ouverture ou à défaut à partir de la mise en application du présent règlement-taxe.

Ce taux sera majoré au 1^{er} janvier de l'année suivante de 2,5% et arrondi à l'euro près conformément au tableau ci-dessous :

	Exercice 2016	Exercice 2017	Exercice 2018	Exercice 2019
<u>Taux 2</u>	2.311€	2.369€	2.428€	2.489€

La taxe annuelle est due par voie de rôle, pour l'année entière à partir du 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition, quelle que soit la date de début de l'exploitation, de la cessation de l'activité économique ou de la modification de l'exploitant pendant l'exercice d'imposition.

Il n'est accordé aucune remise ou restitution pour quelque cause que ce soit.

Les établissements qui mettent moins de 5 appareils de télécommunication à la disposition du public contre paiement sont exemptés de la taxe annuelle pour autant que la situation reste identique.

Article 6

En cas de fermeture administrative temporaire ou définitive de l'établissement à titre de sanction par le Collège des Bourgmestre et Echevins, en application de l'article 119bis de la Nouvelle loi Communale, les redevables ne pourront prétendre à aucune indemnité.

Article 7

Sont exonérées de la taxe, les entreprises qui assurent le service universel tel que défini dans l'article 68 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques et qui peuvent justifier de la qualité d'opérateurs tenus ou autorisés au sens de l'article 75 de la même loi.

Article 8

En ce qui concerne la taxe annuelle, l'administration communale adresse, pour un exercice d'imposition donné, une formule de déclaration au contribuable que celui-ci est tenu de lui retourner, dûment complétée et signée, au plus tard le 31 décembre de l'année qui donne son nom à cet exercice. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration a l'obligation d'en réclamer une et est tenu de la renvoyer, dûment complétée et signée, au plus tard le 31 décembre de l'année de l'exercice considéré. Cette déclaration reste valable pour les exercices d'imposition suivants jusqu'à révocation.

En cas de modification de la base imposable, le contribuable doit se procurer une nouvelle formule de déclaration et la renvoyer, dûment complétée et signée, à l'administration communale dans les dix jours de la survenance du fait. Sans préjudice des dispositions du présent règlement, le nouveau formulaire de déclaration sert de base aux enrôlements ultérieurs et vaut révocation expresse de la formule de déclaration précédente.

Article 9

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle de sa déclaration notamment en fournissant tous les documents et renseignements qui lui seront réclamés à cet effet. En cas de non remise de document, d'absence de coopération ou d'empêchement du contrôle fiscal par le contribuable ou par un tiers, une amende administrative de 50€ sera imposée. Cette amende sera établie et recouvrée selon les mêmes règles que celles prévues aux articles 11 à 13 du présent règlement.

Article 10

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur la base des données dont la Commune dispose. Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est majorée d'un montant égal à la moitié de la taxe due. Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au contribuable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe. Le contribuable dispose d'un délai de trente jours calendrier, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si, endéans ce délai, le contribuable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Article 11

Les rôles de la taxe annuelle sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

Article 12

La taxe annuelle est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des impôts sur les revenus de 1992.

Article 13

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux règles établies pour la perception

des impôts au profit de l'Etat.

Article 14

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation contre la taxe d'ouverture, la taxe annuelle enrôlée, la majoration éventuelle de la taxe et/ou l'amende administrative, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être introduite par écrit, signée et motivée. Elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie et l'objet de la réclamation. Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de l'examen de sa réclamation, il doit en faire la demande explicite dans sa réclamation.

Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou de celle de la perception au comptant de la taxe d'ouverture.

Un accusé de réception sera notifié dans les 15 jours après l'envoi ou du dépôt de la réclamation.

Article 15

La présente délibération entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015. Elle annule et remplace la délibération du 25 septembre 2013 visée en préambule.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 17 décembre 2014.

Par le Conseil:

David Neuprez
Secrétaire Communal

Bernard Clerfayt
Bourgmestre-Président

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 17 december 2014

Voorwerp nr 8 van de agenda

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Schepenen; H. Frederic Nimal, Schepen wnd.; HH. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mevr. Adelheid Byttebier, Schepenen; H. Georges Verzin, Mevr. Cécile Jodogne, H. Emin Ozkara, Mevr. Isabelle Durant, H. Ibrahim Dönmez, Mevr. Derya Alic, Mahinur Ozdemir, Filiz Güles, H. Abobakre Bouhjar, Mevr. Angelina Chan, HH. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mevr. Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, HH. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mevr. Lorraine de Fierlant, Joëlle van Zuylen, H. Quentin van den Hove, Mevr. Berrin Saglam, Asma Mettioui, H. Thomas Eraly, Mevr. Bernadette Vriamont, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: H. Jean-Pierre Van Gorp, Mevr. Laurette Onkelinx, HH. Halis Kökten, Yvan de Beauafort, Mevr. Catherine Moureaux, Debora Lorenzino, H. Abdallah Kanfaoui, Mevr. Barbara Trachte, H. Bram Gilles, Gemeenteraadsleden.

#Objet : Belastingreglement op het ter beschikking stellen aan het publiek van telecommunicatieapparatuur tegen een vergoeding - Dienstjaren 2014 tot 2018 - Nieuw reglement #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 26 stem(men) tegen 10 en 2 onthouding(en).

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Herziende zijn raadsbesluit van 25 september 2013 stemmend het belastingreglement op het ter beschikking stellen aan het publiek van telecommunicatieapparatuur tegen een vergoeding voor een termijn van 5 jaar vervallend op 31 december 2018;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 december 2014;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1

Voor de dienstjaren 2015 tot 2019, wordt een openingsbelasting alsook een jaarlijkse belasting geheven op de vestigingen gelegen op het grondgebied van de gemeente Schaarbeek die tegen betaling, telecommunicatieapparatuur ter beschikking stellen van het publiek.

Artikel 2

Voor de toepassing van onderhavig reglement, moet er onder telecommunicatieapparatuur worden verstaan, elk toestel dat overdracht toelaat, het uitzenden of ontvangen van tekens, signalen, geschriften, beelden, geluiden of andere gegevens van welke aard ook, per draad, radiogolven, optische signalisatie en andere elektromagnetische systemen (t.t.z.: telefoon, fax, modem, video, etc...).

Artikel 3

De openingsbelasting en de jaarlijkse belasting zijn solidair verschuldigd en op een niet deelbare manier door de uitbater en de eigenaar van het handelsfonds.

Artikel 4

De openingsbelasting is op 1 januari 2015 vastgesteld op 7.500€ (voet 1). Deze aanslagvoet zal op 1 januari van het volgende jaar worden verhoogd met 2,5% en afgerond naar de dichtstbijzijnde euro volgens onderstaande tabel :

	Dienstjaar 2016	Dienstjaar 2017	Dienstjaar 2018	Dienstjaar 2019
<u>Voet 1</u>	7.688€	7.880€	8.077€	8.279€

De belasting is contant verschuldigd tegen afgifte van een betalingsbewijs, bij iedere opening van een nieuwe commerciële activiteit die telecommunicatieapparatuur tegen een vergoeding ter beschikking stelt van het publiek. Iedere wijziging van uitbater is equivalent aan een nieuwe commerciële activiteit. De belastingplichtige moet hiervan aangifte doen en een aangifteformulier aanvragen en deze naar behoren invullen, ondertekenen en terugsturen naar de gemeente dit binnen de tien dagen na de opening

van een nieuwe commerciële activiteit

De openingsbelasting in een éénmalige belasting, verschuldigd voor het hele jaar, welke ook de datum weze van aanvang, stopzetting van de commerciële activiteit of de wijziging van uitbater tijdens het aanslagjaar. Er wordt geen enkele terugbetaling of vergoeding toegestaan wat ook de reden is.

Artikel 5

De jaarlijkse belasting is op 1 januari 2015 vastgesteld op 2.255€ per vestiging (voet 2). Zij treedt in voege vanaf het jaar volgend op het verschuldigd zijn van de openingsbelasting of bij gebrek hieraan vanaf het in werking treden van onderhavig belastingreglement.

Deze aanslagvoet zal op 1 januari van het volgende jaar worden verhoogd met 2,5% en afgerond naar de dichtstbijzijnde euro volgens onderstaande tabel:

	Dienstjaar 2016	Dienstjaar 2017	Dienstjaar 2018	Dienstjaar 2019
<u>Voet 2</u>	2.311€	2.369€	2.428€	2.489€

De jaarlijkse belasting is verschuldigd per kohier, voor het hele jaar, beginnend op 1 januari van het dienstjaar, welke ook de datum weze van aanvang of stopzetting van de commerciële activiteit of de wijziging van uitbater tijdens het aanslagjaar.

Er wordt geen enkele terugbetaling of vergoeding toegestaan wat ook de reden is.

Vestigingen die maximaal 5 telecommunicatietoestellen ter beschikking stellen voor het publiek worden vrijgesteld van betaling van de jaarlijkse belasting, voor zover deze situatie onveranderd blijft.

Artikel 6

In geval van een tijdelijke of definitieve administratieve sluiting van de vestiging, door een sanctie genomen door het College van Burgemeester en Schepenen, zullen de uitbaters in toepassing van artikel 119bis van de Nieuwe Gemeentewet op geen enkele schadeloosstelling aanspraak kunnen maken.

Artikel 7

Zijn vrijgesteld van de belasting, de instellingen die universele diensten verstrekken krachtens artikel 68 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie en die hun hoedanigheid van operator kunnen bevestigen in de zin van artikel 75 van dezelfde wet.

Artikel 8

Voor wat betreft de jaarlijkse belasting, laat het Gemeentebestuur, voor een welbepaald aanslagjaar, een aangifteformulier geworden aan de belastingplichtige, dat door hem behoorlijk ingevuld en ondertekend moet worden teruggestuurd, uiterlijk op 31 december van het jaar dat zijn naam geeft aan het dienstjaar. De belastingplichtigen die geen aangifteformulier ontvangen hebben, worden verzocht er één te vragen en zijn ertoe gehouden deze terug te sturen, behoorlijk ingevuld en ondertekend, uiterlijk op 31 december van het desbetreffende dienstjaar. De aangifte blijft geldig voor de volgende dienstjaren, tot herroeping. In het geval van wijzigingen in de belastinggrondslag, moet de belastingplichtige een nieuw aangifteformulier aanvragen en deze naar behoren invullen, ondertekenen en terugsturen naar de gemeente dit binnen de tien dagen na het ontstaan van de gebeurtenis. Onverminderd de bepalingen van deze verordening, de nieuwe aangifte vormt de basis bij de volgende inkohieringen en herroept uitdrukkelijk het vorige aangifteformulier.

Artikel 9

De belastingplichtige wordt ertoe gehouden de controle van zijn aangifte te vergemakkelijken voornamelijk door het verstrekken van alle documenten en inlichtingen die hem hierbij zouden worden gevraagd. Bij het niet voorleggen van documenten, gebrek aan medewerking of verhinderen van de fiscale controle door de belastingplichtige of een derden, wordt een administratieve geldboete opgelegd van 50€. Deze boete wordt gevestigd en ingevorderd volgens dezelfde regels als voorzien in de artikels 11 tot 13 van dit reglement.

Artikel 10

Het ontbreken van de aangifte binnen de voorziene termijnen, of de onjuiste, onvolledige of onduidelijke aangifte vanwege de belastingplichtige zal de aanslag van ambtshalve worden gevestigd op basis van de gegevens waarover de Gemeente beschikt. In dit geval zal de ingekohierde belasting worden verhoogd met het bedrag gelijk aan de helft van de verschuldigde belasting.

Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve inkohiering, zal het gemeentebestuur per aangetekend schrijven, de motieven betekenen aan de belastingplichtige, welke aanleiding geven tot deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd, de manier waarop deze elementen werden vastgesteld en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de betekening, om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden. Het gemeentebestuur zal aan het einde van deze periode overgaan tot de ambtshalve inkohiering indien de belastingplichtige geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigt.

Artikel 11

De kohieren van de jaarlijkse belasting worden door het College van Burgemeester en Schepenen opgemaakt en uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar afgesloten en uitvoerbaar verklaard.

Artikel 12

De jaarlijkse belasting is te betalen binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Bij gebrek aan betaling binnen de vastgestelde termijn zullen verwijlinteresten worden gevorderd, berekend volgens de bepalingen vastgelegd in artikel 414 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen voor 1992

Artikel 13

De belasting is door de Gemeenteontvanger ingevorderd volgens de regels vastgesteld voor het innen van belastingen ten voordele van de Staat.

Artikel 14

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan een bezwaar indienen tegen de openingsbelasting, de jaarlijkse belasting, de eventuele verhoging van de belasting en/of de administratieve boete, bij het College van Burgemeester en Schepenen, die als bestuursoverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift schriftelijk gebeuren, ondertekend en met redenen omkleed zijn. Het bezwaar moet vermelden: de naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingplichtige waarvoor de belasting is vastgesteld alsook het onderwerp van het bezwaar. Indien de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger wenst gehoord te worden in het kader van het onderzoek van zijn bezwaar, moet hij dit uitdrukkelijk vragen in zijn bezwaarschrift.

De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van nietigheid, binnen de termijn van drie maanden te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet of deze van de contante inning van de openingsbelasting.

Van het bezwaarschrift zal schriftelijk ontvangst bericht worden binnen de 15 dagen na de verzending of de indiening van het bezwaarschrift.

Artikel 15

Dit onderhavige raadsbesluit treedt in voege op 1 januari 2015. Zij vernietigt en vervangt het raadsbesluit van 25 september 2013 bedoeld in de inleiding.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 17 december 2014.

Namens de raad :

David Neuprez
Gemeentesecretaris

Bernard Clerfayt
Burgemeester-Voorzitter